

**BRUNNER, Georg. *Nationality Problems and Minority Conflicts in Eastern Europe. Strategies for Europe*. Updated and completely revised edition, Gütersloh, Bertelsmann Foundation Publishers, 1996, 198 p.**

Stanislav Kirschbaum

Volume 29, numéro 1, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703866ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703866ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Kirschbaum, S. (1998). Compte rendu de [BRUNNER, Georg. *Nationality Problems and Minority Conflicts in Eastern Europe. Strategies for Europe*. Updated and completely revised edition, Gütersloh, Bertelsmann Foundation Publishers, 1996, 198 p.] *Études internationales*, 29(1), 187–189.  
<https://doi.org/10.7202/703866ar>

**Nationality Problems and  
Minority Conflicts in Eastern  
Europe. Strategies for Europe.**

*BRUNNER, Georg. Updated and  
completely revised edition, Gütersloh,  
Bertelsmann Foundation Publishers,  
1996, 198 p.*

Les dates de 1919 et 1991 ont en commun de représenter deux dates charnières dans l'histoire de l'Europe où il y eut une modification majeure de sa carte politique. Cette modification était avant tout le résultat de la pression exercée par les nationalités et les minorités nationales dans des empires qui s'écroulaient, soit à la suite d'une guerre mondiale, soit à cause de la perte de légitimité de la classe politique et de son idéologie. Mais ces dates représentent aussi le début d'une nouvelle ère politique, d'un nouvel ordre international où les questions de nationalité deviennent des problèmes d'actualité. Entre les deux dates, y a-t-il des parallèles, la situation est-elle similaire et, pour ce qui est de 1991, peut-on tirer des leçons de l'ordre européen qui fut créé en 1919? Le premier ouvrage tente de répondre à ces questions.

Sous la direction de Wells et Smith, cet ouvrage examine plusieurs aspects de la comparaison entre les deux nouveaux ordres européens. Les articles de G. John Ikenberry et David N. Dilks se penchent sur la question des systèmes internationaux qui apparaissent inévitablement lorsqu'un ordre international est renversé. Pour Ikenberry, qui examine les questions des intérêts d'État, les coalitions politiques domestiques et la légitimité des nouveaux régimes internationaux, le caractère fondamental d'un nouvel

ordre international est le fait que « l'ordre ne vient pas seulement de la puissance mais d'une entente mutuelle sur les conditions de l'ordre – sur ses normes et ses principes et même sur son caractère comme une expression d'équité ou de justice » (p. 6). Quant à Dilks, qui étudie tous les changements intervenus dans la sécurité collective en Europe depuis 1919, la situation dans les années 1990 « dépend du commerce et des relations politiques entre les États et leurs formes de gouvernement. Si des États démocratiques peuvent être érigés ou reconstruits du débris du bloc communiste, il y a de l'espoir » (p. 112). Pour l'auteur, ce ne sont pas seulement des institutions internationales comme l'OTAN et l'Union européenne qui peuvent assurer un tel développement, mais surtout les États-Unis.

Les articles de Ernest R. May sur l'opinion publique, Charles S. Maier sur les questions économiques et Steven L. Burg sur les leçons à tirer du conflit en ex-Yougoslavie font état des différents problèmes que pose la création d'un nouvel ordre international, toujours dans une optique comparative. L'article de May sur le rôle de l'opinion publique et de la presse dont il fait la comparaison pour les années 1919 et 1991 est particulièrement intéressant. Si les hommes politiques qui façonnaient le nouvel ordre international avaient parfois des idées bien arrêtées sur sa définition (basée souvent sur des notions d'équilibre de puissance) et sur leur appui à cet ordre, ils devaient aussi être sensibles à l'opinion publique : « Les autorités occidentales avaient des doutes au sujet de leurs engagements aux nouvelles républiques tant en 1919

qu'en 1991. En 1919, ces personnes étaient soumises [à l'opinion publique]. En 1991, c'est elles qui prévalaient [sur l'opinion publique]. » (p. 20) D'où certaines différences importantes entre 1919 et 1991. Néanmoins, sur une question, celle des minorités nationales, la situation était à peu près la même.

C'est l'article de Michael Burns sur le nationalisme et les droits des minorités nationales qui met l'accent sur les problèmes qu'ils posent pour les institutions internationales et la conduite des relations inter-étatiques. On connaît les conséquences de la Paix de Versailles. Pour ce qui est de la période contemporaine, il favorise une limite sur la mise en œuvre du principe d'autodétermination parce qu'« À travers les décennies depuis 1919, de nouveaux groupes sont apparus sur la scène politique au fur et à mesure que la définition de « minorité » s'est élargie et, de plus, les candidatures pour la protection [internationale] se sont accrues avec l'escalade de la violence humaine ». (p. 55) Pour comprendre en détail la portée de cette conclusion et pour une analyse de la problématique des minorités nationales et des solutions possibles aux défis qu'elles lancent à la communauté internationale, le deuxième ouvrage, celui de Georg Brunner est indispensable.

Cet ouvrage est fort complet dans sa présentation de la problématique des minorités nationales au lendemain de la guerre froide. Signalons d'abord que l'auteur ne se limite pas uniquement à l'Europe centrale mais étend son regard sur les pays successeurs à l'Union soviétique (l'utilisation du terme Europe orientale dans ce cas-ci

sera pour d'aucuns contestable). Son appendice sur la structure nationale des différents pays est particulièrement utile. L'auteur ne se limite toutefois pas à un recensement ou à une description, mais examine tous les aspects de la problématique, notamment dans le deuxième chapitre où il est question de la terminologie, des solutions politiques, du nationalisme et des problèmes statistiques. Le troisième offre une analyse rapide de la situation post-communiste, distinguant les vieilles questions de minorités nationales des nouvelles créées par la dissolution de trois États fédéraux. Les deux derniers chapitres examinent les causes des conflits actuels et les solutions possibles.

L'approche de Brunner est juridique ce qui donne à sa présentation une certaine rigueur ainsi qu'une certaine logique. Il cite les articles pertinents des conventions internationales et des constitutions nationales et examine leur portée et leur importance, non seulement dans leurs propres contextes, mais aussi pour ce qui est de la résolution des conflits. La gamme de solutions qu'il propose et que les politicologues reconnaîtront facilement est basée sur les normes juridiques qui régissent les questions des minorités nationales. Il n'y a pas de meilleur point de départ même si la réalité politique fait parfois fi par la suite des exigences juridiques et constitutionnelles. Lorsque cela arrive, l'analyste doit faire attention. Dans un cas, Brunner se laisse emporter par l'interprétation juridique : il met en doute l'indépendance de la Slovaquie en 1993 parce que, en l'absence d'un débat pendant la campagne électorale sur l'avenir de la Tchéco-Slovaquie, « les Slovaques

n'avaient pas eu la possibilité de se prévaloir librement du droit à l'autodétermination » (p. 37). En fait, ni en 1918, ni en 1939, ni en 1945 les Slovaques avaient-ils été appelés à se prononcer sur les changements qu'ils allaient subir ; toutefois en 1939 ainsi qu'en 1993, c'est leur parlement qui avait pris la décision. Est-ce moins valable qu'en 1918 ou 1945 ? Les historiens débattront encore longtemps cette question quoi qu'en pensent les juristes.

Ces deux excellents ouvrages se complètent fort bien et nous permettent de saisir non seulement les contours du nouvel ordre international de 1991, mais aussi, par la comparaison avec 1919, d'essayer d'éviter de répéter les mêmes erreurs. C'est le moindre de leur mérite.

Stanislav KIRSCHBAUM

*Programme d'études internationales  
York University, Collège Glendon, Toronto*

## POLITIQUE ÉTRANGÈRE

### **The Ambiguities of Power. British Foreign Policy since 1945.**

CURTIS, Mark. London & New Jersey, Zed Books Ltd., 1995, 250 p.

Mark Curtis ouvre de façon magistrale le débat sur l'éthique des relations entre le Tiers Monde et l'Ouest – en particulier la Grande-Bretagne et les États-Unis. À partir d'une documentation dense, à base de sources premières, l'auteur avance que les dirigeants occidentaux ont élevé en dogme la menace soviétique. En fait, ces politiciens savaient très bien que, derrière beaucoup de problèmes soulevés après 1945 dans les colonies et protectorats européens au Moyen-

Orient, en Afrique et en Asie, se dressaient des nationalismes qui s'attaquaient aux intérêts économiques occidentaux (p. 35). Allant plus loin, l'auteur avance que les priorités politiques et économiques occidentales contredisent de façon frappante les grands principes que la politique étrangère officielle dit soutenir, soit la paix, la démocratie, les droits de la personne et le développement économique du Tiers Monde (p. 3). Le schéma général proposé dans *The Ambiguities of Power* pourrait se résumer comme suit : un gouvernement nationaliste veut se défaire du joug colonial imposé à ses ressources, afin de développer au mieux son pays. Cela attire la colère de l'Ouest qui, sous couvert d'empêcher la progression du communisme, intervient directement (Guinée britannique, Kenya) ou indirectement (Iran) pour renverser les fauteurs de troubles. Rien de nouveau ici par rapport à ce que la gauche européenne, en particulier, soutient depuis des décennies, sauf que Curtis a bien su étayer sa thèse.

Tout au long des huit chapitres divisés en quatre parties, Curtis fait très bien ressortir les enjeux. Dans la première section, *The Postwar System*, il nous présente l'installation de l'hégémonie américaine d'après 1945, ainsi que les durs ajustements économiques et politiques auxquels fait face la Grande-Bretagne qui, endettée par la guerre, veut que sa zone sterling lui livre un maximum de dollars américains. Dans ce contexte, les vieux réflexes coloniaux, qui cèdent difficilement le terrain, apprennent à s'adapter et l'épouvantail communiste est agité pour justifier plusieurs interventions.